

RCS : LYON

Code greffe : 6901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2003 B 03006

Numéro SIREN : 449 821 677

Nom ou dénomination : COLLONGES INVESTISSEMENTS

Ce dépôt a été enregistré le 16/03/2023 sous le numéro de dépôt A2023/010774

ORIGINAL

COLLONGES INVESTISSEMENTS

Société par actions simplifiée
au capital de 200 000,00 Euros

Siège social : 78, Rue Victor Hugo - Lieu-dit Saint Fortunat

69370 SAINT-DIDIER-AU-MONT-D'OR

R.C.S : RCS LYON 449 821 677

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE **DU 30/01/2023**

Le 30 janvier 2023,
à 19 heures,

Monsieur Patrick DUSSERT-ROSSET, détenant 20 000 actions,
Associé unique de la société COLLONGES INVESTISSEMENTS, société par actions simplifiée au capital de 200 000,00 Euros, a pris les décisions suivantes portant sur :

- Ratification de l'apport de titres intervenu,
- Modifications corrélatives des statuts,
- Pouvoir en vue des formalités

PREMIERE DECISION

L'associé unique, après avoir pris connaissance de l'apport de titre en date de ce jour, aux termes duquel :

- Monsieur Patrick DUSSERT-ROSSET, a apporté à la société VOLTAIRE INVESTISSEMENTS, la pleine propriété de DEUX MILLE SIX CENT QUARANTE ET UNE (2 641) actions, représentant une partie de la participation qu'il détenait au sein du capital de la société.

décide de ratifier le contrat d'apports de titres ci-dessus exposé, et agréer ladite société en qualité de nouvel associé.

DEUXIEME DECISION

L'associé unique, comme conséquence de la résolution précédente, décide de modifier comme suit les articles 7 et 8 des statuts :

ORIGINAL

ARTICLE 7 - APPORT

Il est ajouté le paragraphe suivant :

« Par contrat d'apport de droits sociaux effectué en date du 30/01/2023, Monsieur Patrick DUSSERT-ROSSET a apporté la pleine propriété de DEUX MILLE SIX CENT QUARANTE ET UNE (2 641) actions, de la société COLLONGES INVESTISSEMENTS à la société VOLTAIRE INVESTISSEMENTS, société agréée en qualité de nouvel associé par AG du 30/01/2023. »

ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL

Le capital de la société est fixé à la somme de 200 000 euros, divisé en 20 000 actions de 10 euros chacune, entièrement libérées et de même catégories.

TROISIEME DECISION

L'associé unique confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par l'associé unique.

Le Président



CONTRAT D'APPORT

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- **Monsieur DUSSERT-ROSSET Patrick**, né le 10 avril 1962 à AIX-LES-BAINS (73100), de nationalité française, demeurant 78 Rue Victor Hugo - Lieu-dit Saint Fortunat - SAINT-DIDIER-AU-MONT-D'OR (69370), Divorcé.

Ci-après dénommé « L'APPORTEUR »

D'une part,

ET :

- **La Société VOLTAIRE INVESTISSEMENTS**, société à responsabilité limitée au capital de 45 500,00 euros, dont le siège social est situé Centre Médical Europa, 180 route du Nant 01280 PREVESSIN-MOENS, immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro 441 865 763, représentée par Monsieur EYMERY Frédéric, Gérant.

Ci-après dénommée « LA SOCIETE BENEFICIAIRE »

D'autre part,

ONT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :



1/ - Il existe une société dénommée « **COLLONGES INVESTISSEMENTS** », société par action simplifiée, au capital de 200 000,00 euros, dont le siège social est situé 78 Rue Victor Hugo - Lieu-dit Saint Fortunat - SAINT-DIDIER-AU-MONT-D'OR (69370), immatriculée au RCS de LYON sous le numéro 449 821 677.

2/ - Elle a pour objet :

- La location de logements meublés destinés à l'habitation principale ou secondaire et d'une manière générale l'activité de loueur en meublé professionnel, avec prestation de services en hôtellerie et restauration.
- L'achat, la vente et location de biens immobiliers, et principalement l'activité de régie, de syndic de copropriété, ainsi que toutes les activités de prestations de services liées à l'immobilier.
- Les activités de conseil liées à l'immobilier.
- La participation de la société, par tous moyens, à toute entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou location gérance.
- Et généralement, toute opérations financières, commerciales, industrielles mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

3/ - La durée de la société est de 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés et expire par conséquent le 11/09/2102.

Elle arrête ses comptes sociaux le 30 septembre de chaque année.

La société est soumise à l'impôt sur les sociétés.

4/ - Le capital de la société **COLLONGES INVESTISSEMENTS** est fixé à la somme de **DEUX-CENT MILLE EUROS (200 000 €)**.

Il est divisé en **VINGT MILLE (20 000)** actions de **DIX (10)** euros chacune, entièrement libérées, réparties entre les associés comme suit :

- à Monsieur Patrick **DUSSERT-ROSSET**,
à concurrence de **VINGT MILLE** actions

Ci..... 20 000 actions

5/ - Origine de propriété :

Monsieur **DUSSERT-ROSSET** Patrick est propriétaire des parts sociales pour les avoir reçus en contrepartie de l'apport en numéraire, lors de la constitution de la société, et pour les avoir acquises auprès d'autres associés de la société.

CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI :

ARTICLE 1 : APPORT

Monsieur DUSSERT-ROSSET Patrick apporte à la société VOLTAIRE INVESTISSEMENTS, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, ce qui est accepté par ladite société les biens ci-après désignés :

- La pleine propriété de deux mille six cent quarante et une (2 641) actions de la société COLLONGES INVESTISSEMENTS société à responsabilité limitée, au capital de 200 000,00 euros, dont le siège social est situé 78 Rue Victor Hugo - Lieu-dit Saint Fortunat - SAINT-DIDIER-AU-MONT-D'OR (69370), immatriculée au RCS de LYON sous le numéro 449 821 677.

Les deux mille six cent quarante et une (2 641) actions apportées en pleine propriété sont évaluées à la somme de SOIXANTE HUIT MILLE HUIT CENT CINQUANTE CINQ EUROS (68 855 €), soit VINGT SIX EUROS ET SEPT CENTIMES (26,07 €) par parts sociales.

ARTICLE 2 : PROPRIETE – JOUISSANCE

La société VOLTAIRE INVESTISSEMENTS sera propriétaire des actions apportées à compter du jour de la réalisation définitive de l'augmentation de capital ci-après prévue. Elle en aura la jouissance à compter du même jour, par la perception de tout dividendes qui serait mis en distribution à compter de la même date.

A cet effet, la société VOLTAIRE INVESTISSEMENTS sera subrogée dans tous les droits et obligations de l'APPORTEUR relativement aux parts sociales apportées.

ARTICLE 3 : REMUNERATION DE L'APPORT

L'apport de deux mille six cent quarante et une (2 641) actions de la société COLLONGES INVESTISSEMENTS est évalué à SOIXTANT HUIT MILLE HUIT CENT CINQUANTE CINQ EUROS (68 855 €) ;

En rémunération de l'apport ci-dessus et évalué pour sa valeur nette à SOIXANTE HUIT MILLE HUIT CENT CINQUANTE CINQ EUROS (68 855 €), il sera remis à Monsieur DUSSERT-ROSSET Patrick, apporteur en nature, SIX CENT QUATRE VINGT HUIT MILLE HUIT CENT CINQUANTE (688 550) parts sociales nouvelles de DIX CENTIMES D'EUROS (0,10 €) chacune de valeur nominale, numérotées de 688 551 à 1 377 100 , émises au prix unitaire de DIX CENTIMES D'EUROS (0,10 €), sans prime d'émission, entièrement libérées du montant nominal et de la prime, à créer par la société VOLTAIRE INVESTISSEMENTS, à titre d'augmentation de capital d'un montant de SOIXANTE HUIT MILLE HUIT CENT CINQUANTE CINQ EUROS (68 855 €), par voie d'émission de SIX CENT QUATRE VINGT HUIT MILLE HUIT CENT CINQUANTE CINQ (688 555) parts sociales nouvelles de DIX CENTIMES D'EUROS (0,10 €), entièrement libérées.

ARTICLE 4 : DECLARATION

L'APPORTEUR déclare, en ce qui le concerne :

- qu'il n'a jamais été en faillite, règlement judiciaire, liquidation des biens, redressement ou liquidation judiciaire, et que son patrimoine n'est menacé d'aucune mesure de confiscation ;
- que les actions apportées sont sa propriété légitime et n'ont pas fait l'objet d'un transfert en garantie, ne sont gagées en aucune manière au profit des tiers et qu'il en a la libre disposition ;
- que la société COLLONGES INVESTISSEMENTS, dont les titres sont apportés, n'a jamais été et n'est pas en état de cessation de paiements, de redressement ou de liquidation judiciaire et ne fait pas l'objet d'une procédure de règlement amiable.

ARTICLE 5 : CONDITION SUSPENSIVE

L'apport qui précède est soumis aux conditions suspensives suivantes :

- L'apport ne deviendra définitif qu'au jour de son approbation par les associés de la société VOLTAIRE INVESTISSEMENTS et de la réalisation définitive de l'augmentation de capital correspondant à la rémunération dudit apport ;
- La collectivité des associés de la société COLLONGES INVESTISSEMENTS devra approuver l'apport et agréer la société VOLTAIRE INVESTISSEMENTS en qualité de nouvel associé, conformément aux stipulations de l'article 16 des statuts sociaux.

La réalisation de ces conditions suspensives devra intervenir au plus tard le 28 février 2023 ; à défaut, le présent acte sera considéré comme non avenu, sans indemnité de part ni d'autre.

ARTICLE 6 : DECLARATIONS FISCALES

Au regard du régime d'imposition des plus-values privées résultant de l'échange de titres, les parties déclarent que l'opération d'apport peut bénéficier du report d'imposition des plus-values réalisées en cas d'apports de titres au profit d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés contrôlées par l'APPORTEUR, tel que prévu aux articles 150-0 B ter du Code général des impôts.

Par conséquent, l'imposition de la plus-value née de l'échange des titres apportés contre les titres reçus est reportée au moment de la cession éventuelle des titres reçus en rémunération de l'apport. La plus-value sera calculée et imposée par rapport à la valeur originelle des titres apportés à l'échange.

Ce report d'imposition prendra également fin en cas de cession à titre onéreux, de rachat, de remboursement ou d'annulation des titres apportés à la société bénéficiaire dans un délai de trois (3) ans à compter de l'apport, sauf réinvestissement du produit de la cession dans les conditions prévues par la loi.

L'APPORTEUR se déclare parfaitement informé des dispositions de l'article 150-0 B ter du Code général des impôts, relatif au report d'imposition ainsi que des obligations déclaratives en découlant. Il reconnaît avoir été informé par le rédacteur des présentes des sanctions encourues en cas de non-respect de ses obligations déclaratives.

ARTICLE 7 : FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites sont à la charge de la société bénéficiaire, qui s'oblige à les payer.

ARTICLE 8 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile à leur adresse et siège social respectif indiqués en tête des présentes.

ARTICLE 9 : POUVOIRS

Tous pouvoirs sont conférés dès à présent au porteur d'originaux, de copies ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive des apports pour l'accomplissement des formalités légales prescrites.

Fait à ANNECY
Le 30/01/2023
En cinq exemplaires.

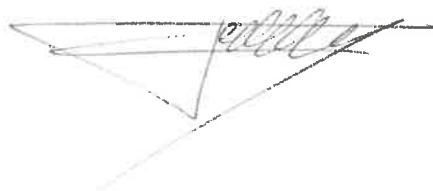
L'APPORTEUR :

Monsieur DUSSERT-ROSSET Patrick



LE BÉNÉFICIAIRE DE L'APPORT :

Pour la société VOLTAIRE INVESTISSEMENTS
Monsieur Frédéric EYMERY, gérant.



COLLONGES INVESTISSEMENTS

Société par Actions Simplifiée

Au capital de 200 000,00 euros

Siège social : 78, Rue Victor Hugo - Lieu-dit Saint Fortunat

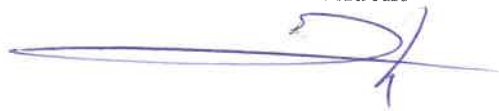
69370 ST DIDIER AU MONT D'OR

R.C.S: LYON 449 821 677

STATUTS

(Mis à jour suite AGE du 30/01/2023)

Copie Certifiée Conforme
Le Président



TITRE I

FORME - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE - OBJET - DUREE - EXERCICE SOCIAL

ARTICLE 1 – FORME

La société a été constituée sous la forme d'une Société à Responsabilité Limitée aux termes d'un acte sous seing privé en date du 26/07/2003, à CALUIRE-ET-CUIRE enregistré au SIE de LYON LACASSAGNE le 01/08/2003 (Bord. 2003/621 Case n°10).

Elle a été transformée en Société par Actions Simplifiée suivant décision de l'associé unique en date du 01/10/2019.

La société continue d'exister entre les propriétaires des titres existants et de ceux qui seraient créés ultérieurement. Elle est régie par les lois et les règlements en vigueur, notamment par le livre deuxième Titre II du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts. Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de Société par Actions Simplifiée.

ARTICLE 2 – OBJET

La Société a pour objet :

- La location de logements meublés destinés à l'habitation principale ou secondaire et d'une manière générale l'activité de loueurs en meublés professionnels, avec prestations de services en hôtellerie et restauration.
- L'achat, la vente et location de biens immobiliers, ainsi que les activités d'estimation et d'évaluation de biens immobiliers en vue de la vente ou de la location.
- L'activité de gestion et d'administration de biens immobiliers, et principalement l'activité de régie, de syndic de copropriété, ainsi que toutes activités de prestations de services liées à l'immobilier.
- Les activités de conseil liées à l'immobilier
- La participation de la société, par tous moyens, à toute entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou location gérance.
- Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

ARTICLE 3 – DENOMINATION

La dénomination de la Société est :

« COLLONGES INVESTISSEMENTS »

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :

78, Rue Victor Hugo - Lieu-dit Saint Fortunat - 69370 ST DIDIER AU MONT D'OR

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à QUATRE VINGT DIX NEUF années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus ci-après.

ARTICLE 6 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er octobre et se termine le 30 septembre de chaque année.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL - FORME DES ACTIONS - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 7 – APPORTS

1 / - lors de la constitution de la société, il a été apporté en numéraire :

- Par Monsieur Patrick DUSSERT-ROSSET
la somme de QUATRE MILLE QUATRE VINGT Euros, Ci4 080,00 Euros
- Par Madame Elisabeth FOURMY (épouse DUSSERT-ROSSET)
la somme de TROIS MILLE NEUF CENT VINGT Euros, Ci3 920,00 Euros

Soit ensemble, la somme totale de HUIT MILLE Euros, ci8 000,00 Euros

Cette somme de 8 000,00 Euros a été, dès avant ce jour, déposée à la banque CAISSE D'EPARGNE Rhône – Alpes 42 boulevard Eugène Deruelle BP 3276 69404 LYON cedex 03, sur un compte ouvert au nom de la société en formation. Elle sera retirée par la gérance sur présentation du Certificat du Greffe du Tribunal de Commerce attestant de l'immatriculation de la société au registre du Commerce et des Sociétés.

Aux terme d'un acte sous seing privé en date du 01/01/2004, à Lyon, il a été cédé par :

- Madame Elisabeth FOURMY, l'intégralité de ses parts sociales, soit trois cent quatre-vingt-douze (392) parts sociales au profit de M. DUSSERT-ROSSET Patrick, cessionnaire.

Aux terme d'un acte sous seing privé en date du 01/06/2010, à COLLONGES AU MONT D'OR, il a été cédé par :

- M. DUSSERT-ROSSET Patrick, quatre cent une (401) parts sociales au profit de Madame Nadia LAFONTAINE, cessionnaire.

Aux terme d'un acte sous seing privé en date du 29/06/2012, à Lyon, il a été cédé par :

- Madame Nadia LAFONTAINE, l'intégralité de ses parts sociales, soit quatre cent une (401) parts sociales au profit de M. DUSSERT-ROSSET Patrick, cessionnaire.

2 / - Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 17/05/2021, le capital social a été augmenté d'une somme de DEUX MILLE EUROS (2 000 €) par apport effectué par Monsieur DUSSERT-ROSSET Patrick de 1 517 parts sociales de la société VOLTAIRE INVESTISSEMENTS (441 865 763 RCS de BOURG-EN-BRESSE) évaluées à CINQUANTE SEPT MILLE EUROS (57 000 €).

En contrepartie de cet apport, il a été attribué à l'apporteur DEUX CENT (200) actions nouvelles, numérotées de 801 à 1 000, de DIX EUROS (10 €) chacune de valeur nominale, entièrement libérées, émises avec une prime d'émission de CINQUANTE CINQ MILLE (55 000 €) EUROS, à titre d'augmentation de capital.

Au cours de cette même assemblée générale extraordinaire, il a été décidé d'augmenter le capital social en numéraire de la somme de CENTRE QUATRE VINGT DIX MILLE (190.000 €) EUROS et émission de 19.000 actions nouvelles, pour le voir porter de DIX MILLE (10.000 €) EUROS à DEUX CENT MILLE (200.000 €) EUROS.

Par contrat d'apport de droits sociaux effectué en date du 30/01/2023, Monsieur Patrick DUSSERT-ROSSET a apporté la pleine propriété de DEUX MILLE SIX CENT QUARANTE ET UNE (2 641) actions, de la société COLLONGES INVESTISSEMENTS à la société VOLTAIRE INVESTISSEMENTS, société agréée en qualité de nouvel associé par AG du 30/01/2023.

ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL

Le capital de la société est fixé à la somme de 200 000 euros, divisé en 20 000 actions de 10 euros chacune, entièrement libérées et de même catégories.

ARTICLE 9 – COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

La société peut recevoir de ses actionnaires des fonds en dépôt, sous forme d'avances en compte courant

ARTICLE 10 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital ne peut être augmenté ou réduit, dans les conditions prévues par la loi, que par une décision collective des actionnaires statuant sur le rapport du Président.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La collectivité des actionnaires peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation du capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Il peut être décidé de limiter une augmentation de capital à souscrire en numéraire au montant des souscriptions reçues, dans les conditions prévues par la loi.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes, dans les conditions légales. Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la décision collective des actionnaires peut supprimer ce droit préférentiel en respectant les conditions légales.

TITRE III ACTIONS

ARTICLE 11 – INDIVISIBILITE DES ACTIONS – USUFRUIT

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 - Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les assemblées générales.

ARTICLE 12 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les actionnaires ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentant d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction du capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les titulaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente des actions nécessaires.

ARTICLE 13 – FORME DES VALEURS MOBILIERES

Les actions doivent revêtir obligatoirement la forme nominative.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social. Tout actionnaire peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 14 – LIBERATION DES ACTIONS

Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Président en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des actionnaires quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les actionnaires ont la faculté d'effectuer des versements anticipés. A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

En outre, conformément à l'article 1843-3 alinéa du code civil, s'il n'a pas été procédé aux appels de fonds nécessaires pour réaliser cette libération dans le délai légal, tout intéressé peut demander au Président du Tribunal de Commerce statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte au Président de procéder à ces appels de fond, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

TITRE IV

CESSION – TRANSMISSION – LOCATION D'ACTIONS

ARTICLE 15 – CESSIONS – TRANSMISSIONS DES ACTIONS

Les cessions ou transmissions d'actions sont réalisées à l'égard de la société et des tiers par un transfert inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé et dans les comptes de la société. Ce transfert est effectué par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire et s'il y a lieu, d'une acceptation de cet ordre signée par le cessionnaire, notamment si les actions ne sont pas entièrement libérées.

Sauf disposition légale contraire, l'attestation d'un agent de change ou d'un notaire et l'authenticité des procurations peuvent être exigées.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur les registres de la société, sur justification de mutation dans les conditions légales.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

Tous les frais résultant du transfert sont à la charge des cessionnaires.

Les actions ne sont négociables, sous réserves des articles qui suivent et sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, qu'après immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ou inscription de la mention modificative à la suite d'une augmentation de capital.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

Les actions résultant d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles sont inaliénables et intransmissibles. Elles seront annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation par ledit titulaire de ses prestations à l'issue d'un délai de trois mois suivant mise en demeure, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de poursuivre lesdites prestations dans les conditions prévues à la convention d'apport.

ARTICLE 16 - PRÉEMPTION

Toutes les cessions d'actions, même entre actionnaires, sont soumises au respect du droit de préemption conféré aux actionnaires et ce, dans les conditions ci-après.

L'actionnaire Cédant notifie au Président et à chacun des actionnaires par lettre recommandée avec demande d'avis de réception son projet de cession mentionnant :

- le nombre d'actions concernées ;
- les informations sur le cessionnaire envisagé : nom, prénoms, adresse et nationalité ou s'il s'agit d'une personne morale dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux ;
- le prix et les conditions de la cession projetée.

La réception de cette notification fait courir un délai de trois (3) mois, à l'expiration duquel, si le droit de préemption n'a pas été exercé par les actionnaires bénéficiaires sur la totalité des actions concernées, l'actionnaire cédant pourra réaliser ladite cession, aux mêmes prix, termes et conditions que ceux contenus dans sa notification initiale.

Chaque actionnaire dispose alors d'un délai de deux (2) mois à compter de la réception du projet de cession, pour exercer son droit de préemption par notification au président par lettre recommandée avec accusé de réception indiquant le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir.

A l'expiration dudit délai de deux (2) mois prévu pour la notification du souhait de préemption par les actionnaires, mais avant celle du délai de trois (3) mois de la réception du projet de cession, le président notifie à l'actionnaire cédant, par lettre recommandée avec accusé de réception, le résultat de la procédure de préemption.

Lorsque le nombre total des actions que les actionnaires ont déclaré vouloir acquérir est supérieur au nombre d'actions dont la cession est projetée, lesdites actions sont réparties par le président entre les actionnaires qui auront exercé leur droit de préemption au prorata de leur participation au capital de la société et dans la limite de leur demande.

Lorsque le nombre total des actions que les actionnaires ont déclaré vouloir acquérir est inférieur au nombre d'actions dont la cession est projetée, le droit de préemption est réputé n'avoir jamais été exercé et l'actionnaire cédant est libre de réaliser la cession au profit du cessionnaire initialement prévu et dans les conditions mentionnées dans sa notification, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article "Agrément des cessions" ci-après.

Toutefois, l'actionnaire cédant peut demander le bénéfice de l'exercice du droit de préemption à concurrence du nombre de titres pour lequel il aura été notifié par les autres actionnaires et procéder à la cession du solde des actions qu'il envisageait de céder, conformément aux dispositions des statuts.

En cas d'exercice du droit de préemption, la cession des actions devra intervenir dans un délai de vingt (20) jours à compter de la réception par le cédant de la réponse du président moyennant le prix mentionné dans la notification de l'actionnaire cédant.

Les dispositions limitant la libre transmission des actions ne sont pas applicables lorsque la société ne comporte qu'un seul actionnaire.

ARTICLE 17- AGREMENT DES CESSIONS

Les cessions ou transmissions d'actions entre associés ou entre groupe d'associés sont libres.

Elles devront être notifiées au Président et aux associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, 15 jours au plus après la réalisation de l'opération.

Dans tous les autres cas, les actions ne peuvent être cédées à des tiers ou entre groupes d'associés, qu'avec l'agrément préalable - de la collectivité des associés statuant selon les règles définies à l'article 25 "Règles d'adoption des décisions collectives" des statuts avec prise en compte des voix du cédant, du Président.

La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les noms, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son identification complète (dénomination, siège social, numéro de RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux).

Cette demande d'agrément est transmise aux associés par Le Président.

Celui-ci dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision d'agrément ou de refus d'agrément. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les vingt (20) jours de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

En cas de refus d'agrément, les associés non cédants sont tenus, dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue ou par la Société elle-même, en vue d'une cession ultérieure ou de la réduction de son capital, à moins que l'associé Cédant ne préfère renoncer à son projet.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé par les associés non cédants (ou par la ou les personnes qu'ils se seraient substitués) ou par la Société elle-même, en vue d'une cession ultérieure ou de la réduction de son capital dans ce délai, l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

Le prix de rachat des actions sera celui proposé par le tiers cessionnaire pressenti, ou à défaut d'accord entre les parties sur le prix ainsi proposé, par voie d'expertise dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil, sur la base d'une valorisation des titres de participation détenus par la Société.

Le prix de rachat devra être payé, selon les modalités arrêtées d'un commun accord entre les parties, sur une durée maximum de trois ans à compter de la signature des actes de cession.

Si les actions sont rachetées par la Société, celle-ci est tenue, dans un délai de 6 mois à compter de leur acquisition, soit de les céder, soit de les annuler.

ARTICLE 18 - NULLITÉ DES CESSION D'ACTIONS

Toutes les cessions d'actions réalisées en violation des précédents articles sont nulles.

ARTICLE 19 – LOCATION D' ACTIONS

La location des actions est interdite.

TITRE V ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 20 – PRESIDENCE DE LA SOCIETE

Nomination

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, actionnaire de la Société.

Le Président est nommé sans limitation de durée aux termes des présents statuts, puis par décision collective des actionnaires.

Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de celle-ci sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient présidents en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Révocation

La révocation du Président ne peut intervenir que pour un motif grave. Elle est prononcée par décision collective unanime des actionnaires autres que le Président. Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi, ouvrira droit à une indemnisation du Président.

Cependant, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- interdiction légale de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale
- incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

Rémunération

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des actionnaires. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle. Il pourra, prétendre, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur présentation des justificatifs.

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social.

Dans ses rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 21 – DIRECTEUR GENERAL

Désignation

Sur la proposition du Président et afin de l'assister, les actionnaires peuvent nommer une personne physique ou morale, actionnaire ou non, en qualité de directeur général.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général, personne physique, peut bénéficier d'un Contrat de travail au sein de la Société.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des actionnaires, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son Contrat de travail. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle. Il aura droit également, au remboursement des frais engagés par lui dans l'intérêt de la société, sur présentation des justificatifs.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article 20 des statuts.

Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs, à l'égard des tiers, que le Président, à l'exception du pouvoir de représentation.

TITRE VI

CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 22 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

Dans le cas où la Société a un commissaire aux comptes, toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux Comptes et être approuvée par la collectivité des associés dans les conditions à l'article « 25 – Règles d'adoption des décisions collectives » des présents statuts. Les Commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions conclues avec les associés concernés au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice. Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

Dans le cas où la société n'a pas de Commissaire aux comptes, toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance du Président. Le Président présente aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice. Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 23 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

La collectivité des actionnaires désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à la collectivité des actionnaires, statuant dans les conditions prévues à l'article 25 "Règles d'adoption des décisions collectives" des présents statuts, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs actionnaires représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les actionnaires.

TITRE VII

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 24 – DECISIONS COLLECTIVES OBLIGATOIRES

La collectivité des actionnaires est seule compétente pour prendre les décisions suivantes qui sont qualifiées d'ordinaire ou d'extraordinaire selon leur nature :

Décisions ordinaires :

- nomination, rémunération, révocation, du Président - d'un directeur général ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou actionnaires ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- nomination de commissaires aux comptes ;

Décisions extraordinaires :

- transformation de la Société ;
- modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ; prorogation ;
- modification des statuts, - sauf transfert de siège social ;
- ainsi que toutes les décisions ne relevant pas de la compétence du président aux termes des présents statuts.

Les décisions collectives valablement adoptées obligent tous les actionnaires, même absents ou dissidents.

ARTICLE 25 – REGLES D'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives extraordinaires sont prises à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires disposant du droit de vote, présents et représentés.

Les décisions collectives ordinaires sont prises à la majorité de la moitié des voix des actionnaires, présents et représentés disposant du droit de vote.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives extraordinaires ci-après énumérées doivent être adoptées à l'unanimité des actionnaires disposant du droit de vote :

- toute décision ayant pour effet d'augmenter les engagements des actionnaires
- le changement de nationalité de la société
- les dispositions statutaires restreignant la liberté de transmission des actions; le droit de préemption.

Tout actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives et d'y voter, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par correspondance ou par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions - au jour de la décision collective.

ARTICLE 26 – MODALITÉS DES DECISIONS COLLECTIVES

Au choix du Président, les décisions collectives résultent de la réunion d'une assemblée, d'une consultation par correspondance ou d'un acte signé par tous les actionnaires.

Toutefois, la réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs actionnaires représentant plus de dix pour cent du capital social, si aucune réunion de l'assemblée des actionnaires n'est intervenue depuis plus d'un an.

1- Assemblées

L'assemblée est convoquée par le Président ou par un mandataire désigné en justice ou par le directeur général, s'il en existe, en cas de carence du Président.

Dans le cas où la tenue d'une Assemblée est demandée par un ou plusieurs actionnaires, elle peut être convoquée par l'actionnaire ou l'un des actionnaires demandeurs.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Les actionnaires se réunissent en assemblée au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

La convocation à une assemblée générale ou à une consultation par correspondance est effectuée par tous moyens de communication écrite quinze jours au moins avant la date de la réunion ou la date fixée pour la fin de la consultation par correspondance;

La convocation indique l'ordre du jour. Elle est accompagnée de tous les documents prescrits par la réglementation en vigueur et de tous documents utiles pour permettre aux actionnaires de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions figurant à l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai et la fin du délai de consultation par correspondance peut être abrégée, si tous les actionnaires y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président de la société, ou en son absence, par un actionnaire désigné par l'assemblée.

En cas de convocation par le commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par un liquidateur, l'assemblée est présidée par celui qui l'a convoquée.

Les commissaires aux comptes, si la société en est dotée, sont convoqués à toutes les assemblées ou informés préalablement, dans les mêmes conditions que les actionnaires, de toute consultation par correspondance ou de tout projet de décision résultant d'un acte signé par tous les actionnaires et sont mis en mesure de présenter tous commentaires ou informations qui leur paraîtraient utiles au consentement éclairé des actionnaires. Ils reçoivent les mêmes documents et informations que les actionnaires.

Les actionnaires peuvent se faire représenter par un autre actionnaire ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tout moyen écrit, notamment par télécopie.

2- Consultation par correspondance et Visio-conférence

Lorsque les décisions sont prises en assemblée générale, l'assemblée peut se dérouler physiquement ou par tout autre moyen et notamment par voie de visioconférence ou tous moyens de télécommunication électronique, dans les conditions fixées par les lois et règlements et qui seront mentionnées dans l'avis de convocation de l'assemblée. En application des dispositions de l'article R 225-97 du Code de commerce, les moyens de visioconférence ou de télécommunications utilisés pour permettre aux actionnaires de participer à distance aux assemblées générales devront présenter des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée et

permettant la retransmission continue et simultanée de la voix et de l'image, ou au moins de la voix, des participants à distance.

En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées, ainsi que tous les documents nécessaires à l'information des actionnaires, sont adressés à chacun d'eux, par tous moyens.

Les actionnaires disposent d'un délai maximum de (15) jours à compter de la réception des projets de résolution pour émettre leur vote, par tous moyens. Tout actionnaire n'ayant pas répondu dans ledit délai est considéré comme s'étant abstenu.

3- Procès-Verbaux

Le Président ou le Président de Séance en cas de réunion d'une assemblée, établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article ci-après.

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'Assemblée et un secrétaire s'il en a été désigné un ou un actionnaire présent, sauf s'il n'a pas été établi de feuille de présence auquel cas le procès-verbal de l'assemblée doit être signé par les actionnaires présents et par les mandataires des actionnaires représentés.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les noms, prénoms et qualité du Président de Séance, l'identité des actionnaires présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux actionnaires, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque actionnaire.

Les consultations écrites sont mentionnées dans un procès-verbal établi par le Président, sur lequel sont portées les réponses des actionnaires.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les actionnaires exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux actionnaires. Il doit être signé par tous les actionnaires et retranscrit sur le registre spécial des décisions collectives.

ARTICLE 27 – INFORMATION ET DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des actionnaires doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux actionnaires de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux actionnaires dix (10) jours avant la date fixée pour la consultation.

Les actionnaires peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes.

ARTICLE 28 – ASSOCIE UNIQUE

Si la société vient à ne comporter qu'un associé unique, ce dernier exercera les pouvoirs dévolus par les présents statuts à la collectivité des actionnaires.

TITRE VIII

COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 29 - ETABLISSEMENT ET APPROBATION DES COMPTES ANNUELS

La société tient une comptabilité régulière des opérations sociales.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse un inventaire, établit les comptes annuels et un rapport sur sa gestion au cours de l'exercice écoulé.

Ces comptes et le rapport de gestion sont communiqués aux commissaires aux comptes et éventuellement au comité d'entreprise dans les conditions légales.

Dans les six mois de la clôture, la collectivité des actionnaires doit statuer par décision collective sur l'approbation de ces comptes, au vu du rapport de gestion du Président ou des Commissaires aux comptes, si la société en est dotée.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe, le rapport du Président et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 30 - Affectation et répartition des résultats

Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé : cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale, prélèvement qui cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds atteint le dixième du capital, mais qui reprend son cours si, pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte, et toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde, augmenté du report bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable, qui est à la disposition de la collectivité des actionnaires pour être réparti aux actions à titre de dividende, affecté à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires ou reporté à nouveau.

En outre, la collectivité des actionnaires peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Le paiement des dividendes est effectué à la date et aux lieux fixés par la décision collective des actionnaires ou à défaut, par le Président. En tout état de cause, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit intervenir dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par autorisation de justice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

La perte, s'il en existe, est inscrite à un compte spécial pour être imputé sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

TITRE IX

LIQUIDATION - DISSOLUTION - CONTESTATIONS

ARTICLE 31 – DISSOLUTION – LIQUIDATION DE LA SOCIETE

1- Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la durée de la société, le président doit provoquer une décision collective des actionnaires à l'effet de décider si la société doit être prorogée ou non. Faute pour le Président d'avoir provoqué cette décision, tout actionnaire, après mise en demeure demeurée infructueuse, peut demander au tribunal de Commerce la désignation d'un mandataire de justice chargé de la convocation.

2- Dissolution anticipée

La dissolution anticipée peut à tout moment être prononcée par la collectivité des actionnaires.

3- Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter la collectivité des actionnaires à l'effet de statuer sur la dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la perte a été constatée, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

La décision collective des actionnaires est, dans tous les cas, publiée conformément à la réglementation en vigueur.

4- Liquidation

La décision collective des actionnaires règle le mode de liquidation et nomme le ou les liquidateurs dont elle détermine les fonctions et la rémunération.

Sous réserve des restrictions légales, le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et d'éteindre son passif. Ils peuvent, en vertu d'une décision collective des actionnaires, faire l'apport ou consentir la cession de la totalité des biens, droits et obligations de la société dissoute.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les actionnaires jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'actionnaire unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 32 - Contestations

Toutes contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les actionnaires et la Société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

TITRE X

DESIGNATION DES ORGANES SOCIAUX

ARTICLE 33 – NOMINATION DES DIRIGEANTS

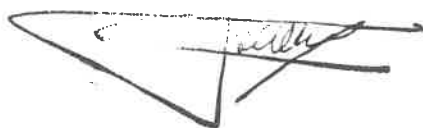
Nomination du premier Président

Le premier Président désigné lors de l'assemblée Générale du 01/10/2019 est :

- Madame DUSSERT-ROSSET Laetitia, née le 15/10/1991 à VENISSIEUX (69), de nationalité française, demeurant, 41 Avenue Gambetta – 69800 SAINT-PRIEST.

Le président ainsi nommé, intervenant à l'assemblée, a accepté les fonctions qui lui ont été confiées et déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

Statuts mis à jour suite AGE du 30/01/2023



Statuts d'origine sous forme de société à responsabilité limitée en date du 26/07/2003, enregistré au SIE de LYON LACASSAGNE le 01/08/2003 (Bord. 2003/621 Case n°10), remplacés par le texte des présentes par décision de l'associé unique du 1^{er} octobre 2019 qui a transformé la société en société par actions simplifiée.

